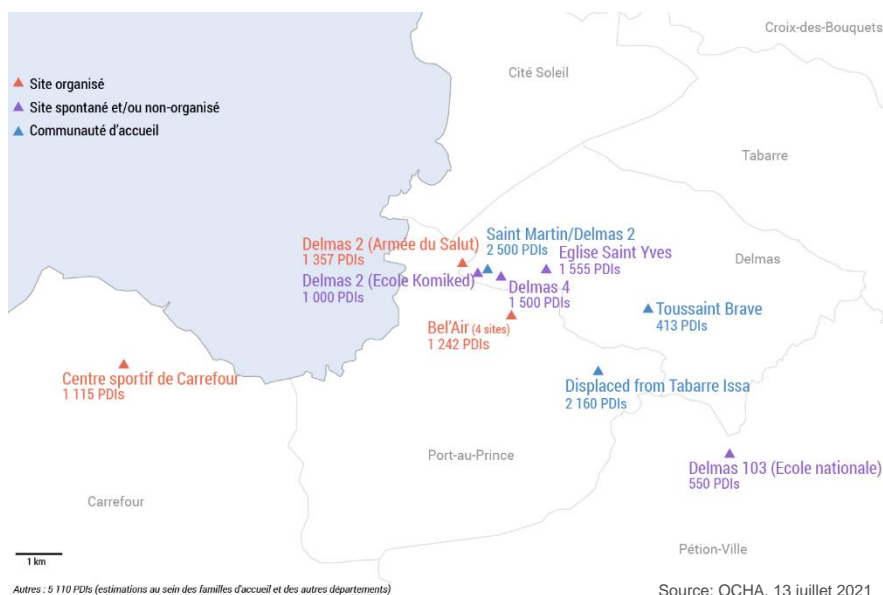


Ce rapport est produit par OCHA Haïti en collaboration avec des partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1er au 14 juillet 2021 et se base sur les informations et données disponibles à ce jour.

FAITS SAILLANTS

- La situation en Haïti reste tendue et imprévisible à la suite de l'assassinat du Président Jovenel Moïse dans la nuit du 6 au 7 juillet.
- Alors que globalement la situation reste relativement calme, une recrudescence de la violence des gangs a été observée au cours des quatre derniers jours.
- Les activités de réponse humanitaire ont été retardées dans un contexte politique et sécuritaire incertain.
- Les partenaires humanitaires travaillent en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales sur la mise en œuvre d'une stratégie de relogement.



CHIFFRES CLÉS

1,5M personnes affectées	1,1M personnes dans le besoin d'assistance	214K personnes ciblées par une assistance d'urgence	19K personnes déplacés internes
1,1M Martissant, Bas-Delmas, Saint-Martin, Bel'Air, Cité Soleil	15,5K PDIs depuis juin 2021	5,3K PDIs dans des sites organisés	Bel'Air: 1 242 (OIM, aout 2020) De Tabarre Issa : 2 160 (OIM, Mars 2021) Depuis juin 2021 : Toussaint Brave : 413 (OIM) Carrefour (Sports Centre) : 855 (OIM) Eglise Saint Yves : 1 110 (OIM) Delmas 103 : 315 (OIM) Delmas 2 (Armée du Salut) : 1 357 (ac) Delmas 2 (Ecole Komiked) : 1 000 (ac) Delmas 4 : 1 500 (ac) Saint Martin/Delmas 2 : 2 500 (ac) ¹ Miragoâne: 32 (ac) Personnes séparées de leurs familles : 940 (OIM) ² Autres : 5 110 (estimations au sein des familles d'accueil et des autres services) Cité Soleil : 450 (ac)
400K dans les départements du sud du pays	1,1M personnes sans accès aux services essentiels à Martissant, Bas-Delmas, Saint Martin, Bel'Air, Cité Soleil	2,5K PDIs dans des sites spontanés 206,2K personnes sans accès aux services essentiels à Martissant, Bas-Delmas, Saint Martin, Bel'Air, Cité Soleil	

¹ Les quelque 1 500 personnes déplacées identifiées dans un site spontané à Delmas 4 le 29 juin (à confirmer) ont été déduites des 4 000 personnes déplacées dans les communautés d'accueil à Delmas 2.

² Ce chiffre représente le nombre total de personnes qui ont été séparées de leurs familles qui se trouvent dans l'un des sites de déplacement. Ces personnes ne se trouvent actuellement sur aucun des sites.

APERÇU DE LA SITUATION

Dans la nuit du 6 au 7 juillet, le président haïtien, Jovenel Moïse, a été assassiné dans sa résidence privée de Port-au-Prince, lors d'une attaque au cours de laquelle la première dame, Martine Moïse, a également été gravement blessée. Le lendemain matin, Claude Joseph annonce son arrivée à la tête du pays en tant que Premier ministre intérimaire et instaure l'état de siège pour 15 jours, ainsi qu'un deuil national du 8 au 22 juillet. Il a également déclaré l'application de l'article 149 de la Constitution qui stipule que le Conseil des ministres assure la continuité de l'État. Les opérations de police, l'arrestation de suspects et les enquêtes sur l'affaire sont en cours.

Parallèlement, M. Ariel Henry, nommé par Jovenel Moïse avant son décès comme Premier Ministre entrant, s'est également présenté comme chef du gouvernement. Des pourparlers entre Henry et Joseph sont en cours pour trouver une solution à la situation politique actuelle.

L'aéroport international Toussaint Louverture, les institutions publiques et privées, les banques commerciales et autres entreprises ont tous été fermés les 7 et 8 juillet. Dans la journée du 7 juillet, des tirs, des pneus brûlés et des barrages routiers ont été signalés dans plusieurs régions du pays, notamment à Pétion-Ville, la commune où le président a été assassiné. Le 8 juillet, la République dominicaine a fermé ses frontières avec Haïti.

Bien que la situation ait été relativement calme, la situation sécuritaire reste précaire. La violence continue des gangs est une préoccupation persistante. Les tensions et les fusillades dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ont refait surface. Les 10 et 11 juillet, deux incidents distincts liés aux gangs ont eu lieu à Fontamara et à Bas Delmas, entraînant la blessure et la mort d'un nombre non confirmé de personnes et de nouveaux déplacements. La livraison de produits de base essentiels, tels que les stocks de carburant disponibles des ports aux stations-service, est entravée par l'insécurité persistante liée aux gangs.

En raison de la situation actuelle, l'augmentation des prix des denrées alimentaires, la disponibilité des produits frais sur les marchés et l'impact sur la chaîne d'approvisionnement des marchandises, c'est-à-dire les pénuries d'essence et de diesel, se sont aggravés. La fermeture de la frontière entre la République dominicaine et Haïti à la suite de l'assassinat du président a encore aggravé la situation.

Parallèlement, la recrudescence du COVID-19 reste une menace pour la population. Selon le ministère de la Santé (MSPP), au 6 juillet, 19 374 cas ont été officiellement déclarés avec 487 décès associés depuis le début de la pandémie. Bien que le nombre de cas positifs liés à la troisième vague commence lentement à diminuer et qu'une légère diminution du nombre d'hospitalisations soit signalée, la capacité à détecter et à traiter les cas de COVID-19 reste limitée, et est parfois restreinte par les restrictions de mouvement dues à la violence et à l'insécurité permanentes. Des retards dans la notification des nouveaux cas sont également à prévoir en raison de problèmes techniques liés aux fournitures de tests.

Comme indiqué dans un rapport de situation distinct publié le 4 juillet, la tempête tropicale Elsa, qui risquait de réduire les capacités de réponse sur le terrain, n'a pas frappé Haïti aussi fort que prévu. La tempête, temporairement élevée au rang d'ouragan de catégorie 1, a apporté quelques fortes rafales de vent et de pluie sur la péninsule sud d'Haïti. Cependant, aucune victime n'a été signalée. Trois blessés, la destruction de terres agricoles et de toits de maisons, des arbres abattus et des lignes électriques sont les seuls dommages signalés.

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL : CONSÉQUENCES ET DÉFIS

Les opérations humanitaires ont été considérablement affectées par la situation politique et sécuritaire actuelle. L'escalade des conflits dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince a forcé de plus en plus de familles à fuir leurs maisons. Par exemple, le site de déplacés de l'Armée du Salut à Delmas 2 a enregistré une augmentation de 500 à 1 357 déplacés entre le 10 et le 11 juillet, à la suite des incidents de sécurité du week-end. Les dernières estimations indiquent que le nombre total de personnes déplacées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince avoisine les 19 000, dont 15 500 ont été déplacées depuis le début du mois de juin. Le nombre de personnes déplacées se trouvant dans des abris organisés est estimé à 5 300, et 2 500 autres dans des sites spontanés.

Dans un contexte de besoins croissants, l'environnement opérationnel devient de plus en plus difficile. La sûreté et la sécurité du personnel restent une préoccupation majeure, avec une augmentation des attaques visant les travailleurs humanitaires, les biens et les installations. Le 5 juillet, une infirmière à bord d'une ambulance médicale a été abattue à Martissant. Cet incident fait suite à l'attaque ciblée du centre d'urgence de Médecins sans Frontières (MSF) Belgique dans la même zone le 26 juin, entraînant la fermeture temporaire pendant une semaine des installations de MSF à Martissant, qui demeurent fermées. Les partenaires humanitaires des différents secteurs ont fait état d'un ralentissement et d'un retard dans la mise en œuvre des activités prévues en raison de la situation instable, en particulier au cours des dernières semaines. Certains partenaires opérationnels ont fermé leurs bureaux jusqu'à nouvel ordre et opèrent à

distance. Par conséquent, le suivi efficace des mouvements de population est rendu difficile par la présence limitée du personnel.

L'accès humanitaire reste un défi majeur, en particulier dans les régions du sud du pays et dans les quartiers contrôlés par les gangs à Port-au-Prince. Le CICR et le mouvement de la Croix-Rouge ont publié une déclaration le 9 juillet appelant à la protection des civils et des travailleurs humanitaires à travers le pays.

Dans le même ordre d'idées, le Coordonnateur humanitaire et l'Equipe humanitaire pays continuent de souligner que les attaques contre les travailleurs et les installations humanitaires sont une attaque contre la population. Ces incidents surviennent à un moment où l'on s'attend à ce que les humanitaires intensifient leurs activités en raison de l'impact de la COVID-19, de l'augmentation des déplacements et d'autres besoins humanitaires. Les attaques contre la population, les prestataires de soins de santé et les installations sanitaires compromettent la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les personnes ayant besoin d'une aide vitale.

Les opérations portuaires ont également été impactées, réduisant l'accès et la distribution des équipements de secours. L'accès limité aux terminaux portuaires maritimes de Thor, Varreux et Lafito - situés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince - entrave également la distribution de carburant et d'autres produits de base au niveau national.

RÉPONSE HUMANITAIRE & LACUNES

En dépit des difficultés opérationnelles, les partenaires humanitaires continuent de faire preuve de flexibilité pour s'adapter à l'évolution rapide de la situation afin de fournir une assistance. Dans ce contexte, le financement intégral des activités de réponse d'urgence sera vital. Début juillet, 71 millions USD avaient été reçus sur les 235,6 millions USD requis pour répondre aux besoins de 1,5 million de personnes en 2021 dans le cadre du Plan de réponse humanitaire. Les fonds supplémentaires et la flexibilité des bailleurs dans la réaffectation des fonds seront particulièrement importants dans les mois à venir, à mesure que la situation se détériore.

Relocalisation et relogement

Conformément aux priorités du gouvernement, les Nations Unies et les partenaires humanitaires travaillent en étroite collaboration avec le groupe de travail dirigé par le gouvernement afin de développer une stratégie conjointe de relogement de 1 166 ménages de trois sites de déplacés internes (Delmas 103, Église Saint-Yves et Centre sportif de Carrefour) dans les trois prochains mois. Les partenaires subissent également des pressions de la part du directeur de l'école Delmas 103 et du prêtre de l'église Saint-Yves pour identifier un site alternatif pour les personnes déplacées. Il convient de rappeler que ces sites ne sont de toute façon pas propices à une assistance digne en raison de leur configuration.

La relocalisation des personnes déplacées de Bel-Air se poursuit, bien que les activités aient ralenti en raison des événements récents. Par exemple, la vérification des maisons potentielles pour la relocalisation des PDIs a été suspendue jusqu'au 13 juillet en raison de l'insécurité. L'OIM, en collaboration avec ses partenaires, va continuer les visites à domicile pour relocaliser plus de familles de Bel-Air, sensibiliser les PDIs du Camp LaPiste, de l'Eglise St Yves, de Delmas 103.

Coordination et gestion des camps

Les activités de coordination et de gestion des sites ont été affectées par la difficulté de suivre le mouvement de populations et leurs besoins humanitaires et de protection. En conséquence, la gestion des cas suspects de COVID-19 et de suivi médical des femmes enceintes au Centre sportif de Carrefour s'est compliquée. Malgré ces difficultés, des mécanismes de suivi à distance ont été mis en place en collaboration avec les différents comités communaux (CCPC) impliqués dans la réponse. L'OIM a mis en place des mesures pour continuer à coordonner l'enregistrement sur les sites de déplacés internes. Des points focaux seront présents dans tous les sites et soutiendront les efforts de coordination de la Protection Civile (DGPC) pour faciliter les différentes interventions des partenaires. L'enquête sur le marché locatif dans le département de l'Ouest est toujours en cours.

Sécurité alimentaire

Les quelques 7 800 personnes hébergées dans les sites de déplacés organisés et spontanés dépendent de l'assistance alimentaire des partenaires, tels que le PAM et le Fonds d'assistance économique et sociale (FAES), pour recevoir au moins deux repas par jour. Pour faciliter les distributions de nourriture à Bas Delmas, un nouveau partenariat avec une ONG locale est en cours de discussion. La livraison de nourriture et de transferts monétaires à 17 500 ménages (environ 87 500 personnes) dans plusieurs départements du pays a été retardée par l'interruption des opérations du PAM entre le 7 et le 12 juillet.

Logistique

L'hélicoptère du service aérien humanitaire des Nations unies (UNHAS) a été immobilisé les 7 et 8 juillet en raison des événements survenus dans le pays et n'a repris que le 9 juillet après la réouverture de l'aéroport international. Des vols spéciaux vers le Sud et le Nord du pays ont été organisés les 9 et 10 juillet pour rapatrier le personnel humanitaire bloqué en dehors de Port-au-Prince. UNHAS continue de soutenir les partenaires humanitaires en assurant le transport aérien vers Gressier pour approvisionner le Centre sportif Carrefour avec la nourriture et les produits non alimentaires nécessaires. La semaine dernière, des médicaments et des vaccins ont été transportés pour le compte des ONG internationales opérant dans le secteur de la santé.

Protection

Les partenaires de protection signalent une augmentation inquiétante du risque de violence sexuelle et sexiste (VBS), y compris la prostitution d'adolescentes (sexe contre argent) autour des sites de personnes déplacées. La mise en place de cliniques mobiles, l'organisation de réunions communautaires, ainsi que l'achat et la distribution d'intrants médicaux ont été reportés en raison des inquiétudes liées à l'insécurité croissante.

L'identification des personnes vivant avec un handicap et de leurs besoins est en cours, en vue de leur fournir des équipements adaptés en coordination avec le BSEIPH et les ONG locales. Le secteur de la protection a été invité par ses partenaires à faire le plaidoyer auprès des autorités compétentes sur la nécessité de répondre aux préoccupations soulevées par les personnes handicapées sur le site de Delmas 103 et de donner la priorité à leurs besoins.

Séparément, les partenaires continuent de faire fonctionner la ligne téléphonique d'information et de plaintes 840 et intensifient leurs efforts pour aider les personnes déplacées à obtenir des documents d'identité.

Santé

Les services de santé ont également été impactés par les récents événements, principalement par la suspension des activités de recherche et de dépistage du COVID-19 sur le site de Carrefour. D'autres activités prévues la semaine dernière ont été ralenties, comme la mise en place de la zone d'isolement des cas positifs au COVID-19 au Centre sportif. Le dépistage des cas suspects, l'isolement et la prise en charge des cas présentant des symptômes mineurs, et la référence des cas majeurs reprendront dans les prochains jours.

Les agences des Nations Unies soutiennent deux hôpitaux publics à Carrefour pour la continuité des soins de santé primaires et ont augmenté la fréquence des cliniques mobiles et des services de soutien psychosocial de 2 à 3 jours par semaine. Une campagne de sensibilisation à la vaccination est en cours. Des vaccins contre la gale, les symptômes de la grippe et le tétanos sont administrés. Des tests de dépistage du VIH et des consultations prénatales sont également proposés. Des références médicales ont été organisées pour les femmes enceintes. Il est prévu de livrer des intrants médicaux à l'hôpital d'Arcachon 32 et des kits de santé et des équipements de protection individuelle (PPEs) à l'hôpital de Petit Goâve.

Ces activités prévues pourraient être compromises en cas de nouveaux blocages routiers. En plus des contraintes logistiques, l'insécurité représente un défi pour l'orientation des patients et la suspension des activités hospitalières.

Eau, assainissement et hygiène

La fourniture de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les sites de déplacés a été limitée par les récents événements. À Carrefour, la situation sécuritaire volatile et l'accès limité au site ont entraîné une détérioration des conditions d'assainissement et d'hygiène. L'interruption de la disponibilité du carburant a également retardé la vidange des latrines. À Delmas 103, l'approvisionnement en eau potable et en eau à usage domestique ainsi que la collecte des déchets ont été perturbés pendant quelques jours. La construction des douches et l'installation de sept latrines ont été retardées dans l'église Saint Yves. Malgré cette situation difficile, l'UNICEF, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et les ONG partenaires ont poursuivi la surveillance à distance et sont restés en contact avec les prestataires de services, ce qui leur a permis de relancer la fourniture des services le 11 juillet.

Dans les prochains jours, Solidarités International et MSF Hollande, avec le soutien de l'UNICEF, commenceront la construction de douches et l'installation de latrines à l'église Saint Yves. Un système de délogement des latrines sera mis en place en étroite collaboration avec la DINEPA. Par ailleurs, les activités de promotion de l'hygiène seront renforcées à Carrefour afin de réduire les problèmes récurrents d'hygiène et d'assainissement. Un comité d'hygiène sera mis en place et renforcé à Delmas 103 pour assurer la gestion régulière des déchets et le nettoyage des installations sanitaires.

Education/protection de l'enfance

La situation sécuritaire empêche les élèves d'accéder aux salles de classe pour préparer les examens d'État. Compte tenu de la situation actuelle dans le pays, le ministère de l'Éducation a reporté les examens officiels dans tout le pays jusqu'au 19 juillet et administre un soutien à l'apprentissage à distance en publiant des supports de cours sur plusieurs chaînes de télévision. Les partenaires de l'éducation mènent également des activités de préparation aux examens pour

les étudiants dans les sites de personnes déplacées et les zones touchées par la violence à Port-au-Prince. Avec pour objectif clé de prévenir les abandons massifs, les acteurs et les donateurs du secteur de l'éducation recherchent activement des fonds supplémentaires afin de soutenir l'année scolaire 2021-2022, car elle s'annonce extrêmement difficile pour de nombreuses familles vulnérables.

Environ 500 enfants (250 filles ; 248 garçons, dont 2 enfants souffrant d'un handicap mental) bénéficient d'activités psychosociales sur les sites de Carrefour et Delmas. Des activités de sensibilisation à la protection de l'enfance et de sensibilisation des parents et des communautés sont en cours sur les deux sites. Les besoins de près d'une douzaine de cas spéciaux, dont des enfants non accompagnés et/ou séparés, sont pris en charge par les partenaires de la protection de l'enfance.

Nutrition

Les activités de nutrition, y compris le dépistage et la prise en charge de la malnutrition aiguë, se poursuivent au Centre Sportif Carrefour. A ce jour, 29 enfants souffrant de malnutrition aiguë (4 cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 25 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM)) ont été admis pour être traités. Les enfants souffrant de MAS compliquée, nécessitant une hospitalisation, seront référés et pris en charge à l'Unité de Stabilisation Nutritionnelle de l'Hôpital d'Arcachon 32.

Un suivi nutritionnel hebdomadaire est en cours sur le site de la clinique mobile. Les 13 et 14 juillet, une session de dépistage nutritionnel actif a été réalisée pour les enfants âgés de 6 à 59 mois sur le site déplacé de Carrefour. Sur les sites de Bas-Delmas et Delmas 103, un dépistage actif est prévu avec le partenaire GHESKIO la semaine prochaine.